

Numéro de la consultation : 2025AC100003

Numéro du Contrat : 2025AC100003

Service :  
RP - Direction de la Supervision des filières REP

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

**Appui à la réalisation d'une étude portant sur  
les coûts de gestion des flux REP en déchèterie publique**

Direction / Service : Direction de la Supervision des filières REP

21/07/2025

## TABLE DES MATIERES

1. Eléments de contexte .....	3
1.1. Les activités de l'ADEME.....	3
1.2. Contexte de l'étude .....	3
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser .....	4
2.1. Finalités et objectifs.....	4
2.2. Périmètres de l'étude .....	5
2.2.1. Périmètre REP .....	5
2.2.2. Périmètre géographique .....	5
2.2.3. Périmètre des charges .....	5
2.3. Travaux à réaliser – Prestation forfaitaire .....	5
2.3.1. Détail des travaux à réaliser .....	5
2.3.2. Charges de transport .....	6
2.3.3. Charges de traitement .....	6
2.3.4. Charges de collecte .....	7
2.4. Travaux à réaliser - Prestation unitaire sur commande – observation terrain .....	7
2.5. Livrables.....	8
2.5.1. Livrables – prestation forfaitaire .....	8
2.5.2. Livrable – prestation unitaire – observation terrain :.....	8
3. Organisation et pilotage de la prestation.....	8
3.1. Encadrement et suivi de la prestation.....	8
3.2. Calendrier de réalisation des prestations .....	9

## 1. Éléments de contexte

### 1.1. Les activités de l'ADEME

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, gaspillage alimentaire, déchets, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle du ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

#### La direction de la supervision des filières REP :

La Responsabilité Élargie du Producteur (REP) est basée sur le principe « pollueur-payeur » : les producteurs, c'est-à-dire les entreprises responsables de la mise sur le marché français de certains produits, sont responsables de l'ensemble du cycle de vie de ces produits, depuis leur conception jusqu'à leur fin de vie. La REP transfère, entre autres, tout ou partie des coûts de gestion des déchets vers les metteurs sur le marché.

La loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGEC) a instauré la création de plusieurs nouvelles filières REP et transformé en profondeur le système d'organisation des filières REP. Aujourd'hui, l'objectif du dispositif REP n'est plus seulement de traiter les déchets générés, mais également de prévenir la production de déchets.

De plus, conformément à la directive européenne sur les déchets qui impose de renforcer les moyens de suivi des filières REP par l'État, l'article 76 de la loi AGEC crée une instance de suivi et d'observation des filières REP, confiée à l'ADEME : la Direction de la Supervision des filières REP (DSREP), chargée de superviser ces filières et de les accompagner pour atteindre les objectifs fixés par l'État. L'une des missions de la DSREP est de réaliser des études qui permettent d'accompagner les acteurs des filières REP. Le présent cahier des charges s'inscrit dans cette mission d'accompagnement.

### 1.2. Contexte de l'étude

La loi AGEC instaure une obligation de couverture par les éco-organismes des coûts des opérations de prévention, de la collecte, du transport et du traitement des déchets.

Le code de l'environnement (Art. L541-10 ; L541-10-27) précise l'obligation des producteurs de pourvoir ou de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets, en assurant une couverture de la totalité des coûts de collecte et de tri des opérateurs de gestion de déchets.

Pour les déchets issus de produits sous REP qui sont collectés en déchèteries (toutes les filières sauf Véhicules, Médicaments Non Utilisés, Déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux et Bateaux de Plaisance et de Sport), les éco-organismes peuvent prendre en charge opérationnellement le transport et traitement des déchets de leur REP et/ou verser des soutiens financiers aux collectivités afin de couvrir les coûts relatifs à la gestion de ces déchets. On constate cependant que les barèmes de soutiens existants, qui peuvent être établis par les éco-organismes ou définis dans les cahiers des charges d'agrément, présentent de fortes hétérogénéités et qu'il y a un manque de connaissances sur les composantes de coûts qui sont considérées pour les établir. Cet enjeu est de plus en plus central au vu du nombre de filières REP ; une part majeure des déchets présents en déchèteries étant aujourd'hui soumis à REP.

L'objectif de l'étude est d'établir les postes de coûts des déchèteries publiques par filière, pour l'ensemble des filières REP dont les flux peuvent être collectés en déchèterie, sur une base méthodologique commune. L'objectif est ainsi d'apporter aux parties prenantes des éléments factuels et argumentés des coûts réels de prise en charge des flux REP en déchèterie en vue d'assurer une contribution des REP à la hauteur des dépenses assumées par les collectivités locales

Une première phase de l'étude a été réalisée en interne ADEME, portant notamment sur le croisement et l'analyse des données à disposition de l'ADEME. L'ADEME dispose en effet de données nationales sur le Service Public de Gestion des Déchets (SPGD), via ses études récurrentes de la Matrice des coûts<sup>1</sup> (coûts associés aux déchèteries), de l'Enquête collecte<sup>2</sup> (tonnages collectés en déchèteries) et du MODECOM<sup>3</sup> (caractérisation de bennes en déchèteries). Cependant ces données sont insuffisamment détaillées pour définir les coûts de gestion des déchets en déchèterie pour chaque REP. Une enquête complémentaire à destination d'un panel de collectivités a également été réalisée mais les données recueillies n'ont pas été jugées suffisamment robustes pour répondre aux besoins de l'étude.

Un comité de pilotage de l'étude est en place (ADEME/DGPR) ainsi qu'un comité de suivi, impliquant les pouvoirs publics et l'ensemble des parties prenantes : représentants des collectivités locales, éco-organismes, opérateurs déchets, acteurs du réemploi.

## 2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser

### 2.1. Finalités et objectifs

La prestation attendue consiste à poursuivre les travaux engagés par l'ADEME afin de disposer de premiers résultats de coûts par filière REP d'ici la fin de l'année 2025. La prestation comporte une phase d'analyse des résultats obtenus en phase 1, de collecte de données supplémentaires et de définition et validation avec les parties prenantes des règles d'allocation des coûts par REP afin de pouvoir calculer ces coûts par filière. Les charges techniques (charges de collecte, -gestion du haut de quai, transport et traitement) composent 90% des coûts de gestion des déchèteries publiques, le travail attendu d'ici la fin de l'année se concentrera donc sur ces charges.

La prestation comprendra les étapes suivantes :

- La définition des clés de répartition par flux et par REP,
- L'identification des données manquantes pour atteindre l'objectif de calcul de chaque charge technique par filière REP,
- Des propositions méthodologiques pour rechercher les données manquantes.
- La collecte des données manquantes selon la méthodologie proposée,
- Le calcul de ces coûts par REP.

Plusieurs facteurs d'influence devront être pris en compte, a minima : le milieu (rural/urbain...), la configuration des déchèteries (nombre de flux acceptés), l'accueil ou non des professionnels, la distinction métropole / outre-mer. D'autres facteurs d'influences comme la région ou la taille de la déchèterie (nombre de visites ou quantités de déchets) pourront être analysés.

Les clés de répartition, hypothèses et méthode de collecte de données devront le plus possible être validées par les parties prenantes, notamment les représentants des collectivités locales et les éco-organismes.

---

<sup>1</sup> [Référentiel des coûts du service public de gestion des déchets en France métropolitaine – Données 2022](#) ; données 2023 en cours d'exploitation ;

<sup>2</sup> [La collecte des déchets par le service public en France – Résultats 2021](#) ; données 2023 en cours d'exploitation ;

<sup>3</sup> [MODECOM 2017 – Campagne nationale de caractérisation des déchets ménagers et assimilés](#) ; données 2024 en cours d'exploitation ;

## 2.2. Périmètres de l'étude

### 2.2.1. Périmètre REP

L'étude porte sur l'ensemble des REP existantes à ce jour et présentes en déchèteries : emballages ménagers et papiers, éléments d'ameublement, textiles linges et chaussures, produits chimiques, articles de bricolage et jardin, articles de sports et loisirs, produits et matériaux de construction du bâtiment, pneus, piles et accumulateurs, jouets, lubrifiants équipements électriques et électroniques.

### 2.2.2. Périmètre géographique

France métropolitaine. Les territoires d'Outre-Mer couverts par la REP devront également être pris en compte, a minima la Martinique, la Réunion et la Guadeloupe qui répondent à l'Enquête Collecte.

### 2.2.3. Périmètre des charges

Les coûts de gestion des flux REP seront étudiés selon trois types de charges principales, définies dans la Matrice des coûts :

- Les charges de collecte,
- Les charges de transport,
- Les charges de traitement.

Les recettes (ex : recettes matières) seront à prendre en compte dans les charges citées ci-dessus, hormis les soutiens versés par les éco-organismes, qui ne seront pas comptabilisés à cette étape.

Une proposition de règles d'allocations simplifiées par REP devra être proposée pour les autres charges :

- Les charges de structure,
- Les charges de communication,
- Les charges de prévention.

## 2.3. Travaux à réaliser – Prestation forfaitaire

### 2.3.1. Détail des travaux à réaliser

Dans un premier temps, le prestataire s'appropriera les résultats de la phase 1 de l'étude et pourra apporter des analyses complémentaires. Ces résultats portent par exemple sur les charges de traitement en €/t tous flux de déchets confondus, analysées selon différents facteurs d'influence, qui pourront être pris en compte dans la définition des coûts par REP (analyses de sensibilité).

Le prestataire s'appropriera également les différentes bases de données de l'ADEME, issues notamment de la Matrice des Coûts, de l'Enquête collecte et du MODECOM, ainsi que de la synthèse des entretiens réalisés par l'ADEME.

Le prestataire organisera et animera courant octobre et novembre trois Groupes de Travail (GT), qui se focaliseront sur les charges techniques prépondérantes dans le budget de gestion des déchèteries :

- Le GT collecte,
- Le GT transport,
- Le GT traitement.

Ces GT intégreront l'ADEME et les parties prenantes qui souhaitent participer. Ces GT pourront être élargis à des experts, sur proposition du prestataire.

La liste des acteurs sollicités ainsi que les supports d'animation seront préalablement partagés à l'ADEME et soumis à validation. Les comptes-rendus seront rédigés par le prestataire et soumis à validation de l'ADEME.

Le prestataire intégrera, sur accord de l'ADEME, les observations qui seront formulées par les participants des GT. L'ADEME et le prestataire chercheront à amener les GT à aboutir à une méthodologie consensuelle de définition de coûts.

Il prévoira sa participation à 1 à 2 réunions pour chaque GT, ainsi que 2 réunions communes aux 3 GT pour la présentation préalable des GT, puis la présentation des conclusions des GT. Les GT transport et traitement pourraient éventuellement être fusionnés.

Il prévoira également sa participation aux réunions finales du comité de pilotage et du comité de suivi qui sont prévus en décembre.

Enfin, le prestataire devra proposer des clés de répartition simplifiées par REP pour les autres charges des déchèteries (communication, structure, prévention), qui pourront s'appuyer sur les GT réalisés. Ce travail pourrait être approfondi dans le cadre d'une autre étude à partir de 2026, qui pourrait également porter sur les investissements et achats d'équipement à réaliser pour intégrer les nouvelles REP.

En amont de ces GT, le prestataire réalisera un travail d'identification des données de coûts existantes et analysera leur exploitabilité. Il s'assurera notamment de l'actualisation de ces données. Pour cela, le prestataire identifiera les données disponibles, en précisant leur base de données d'origine et leur éventuelle exploitation dans des travaux préalables.

Ce travail préalable doit permettre d'alimenter les échanges des groupes de travail, en soumettant notamment :

- Les pistes identifiées de découpage de chaque poste de coût, avec leurs avantages et leurs inconvénients ;
- Les définitions de chaque poste de dépense qui pourraient être retenus
- les hypothèses de coûts moyens (selon les facteurs d'influence)
- les indicateurs à suivre
- les clés de répartition par REP

Il pourra pour cela s'appuyer sur l'analyse de documents de travail de collectivités, préalables au remplissage de la Matrice des coûts (fichiers de suivi des marchés de la collectivité, etc.). Les documents d'une trentaine de collectivités pourront être étudiés. Le prestataire proposera les critères de sélection des collectivités à étudier, afin d'avoir la meilleure représentativité possible des différents facteurs d'influence. Il devra prendre contact avec les collectivités pour se procurer ces documents de travail. Le candidat pourra détailler dans son offre l'approche qu'il propose.

Pour compléter ses recherches, le prestataire pourra réaliser quelques entretiens avec des acteurs. Les acteurs ciblés pourront apporter leur éclairage sur le périmètre des données, leur fiabilité et les possibilités existantes pour leur exploitation. Ils pourront également être des acteurs ayant entrepris une démarche de calcul des coûts de gestion des flux REP en déchèteries ou des collectivités ayant travaillé à identifier de manière décomposée leurs coûts de gestion de déchèteries publiques. Le prestataire proposera une liste d'acteurs à interroger soumis à validation par l'ADEME.

### **2.3.2. Charges de transport**

Le GT portant sur les charges de transport aura pour objectifs finaux de :

- Aboutir à des coûts de transport moyens par type de flux (gravats, bois, tout-venant...) ;
- Définir la répartition des coûts de transport par filière REP.

Les discussions en GT devront intégrer les différents facteurs d'influence des coûts de transport, notamment liées aux disparités territoriales, aux distances parcourues, etc. De plus, il conviendra d'analyser différents cas de figure en matière de transport, notamment les collectivités dont la gestion est en prestation ou en régie. Le prestataire proposera des axes d'analyse appropriés tel que les collectivités faisant l'usage de quai de transfert ou autres sites.

### **2.3.3. Charges de traitement**

Le GT portant sur les charges de traitement aura pour objectifs finaux de :

- Aboutir à des coûts de traitement moyens par type de traitement et par type de flux ;

- Définir la répartition des coûts de traitement par filière REP et par type de traitement.

Les discussions en GT devront intégrer les différents facteurs d'influence des coûts de traitement, notamment liées aux disparités territoriales, aux exutoires disponibles à proximité, etc. De plus, il conviendra d'analyser différents cas de figure en matière de traitement, notamment les collectivités isolées ou localisées dans des zones de faible concurrence entre les sites de traitement. Le prestataire pourra proposer des axes d'analyse appropriés.

#### **2.3.4. Charges de collecte**

Le GT portant sur les charges de collecte aura pour objectifs finaux de :

- Aboutir à des coûts de collecte par sous-catégories de charges ;
- Définir la répartition des coûts de collecte par filière REP.

Les discussions en GT devront intégrer les différents facteurs d'influence des coûts de collecte, notamment liées aux disparités territoriales, aux différents modes de gestion, etc. De plus, il conviendra d'analyser différents cas de figure en matière de collecte, notamment en fonction du nombre d'agent dédié à la gestion du haut de quai. Le prestataire pourra proposer des axes d'analyse appropriés tels que les amortissements intégrés aux coûts de collecte.

### **2.4. Travaux à réaliser - Prestation unitaire sur commande – observation terrain**

Prestations à prix unitaires : Des bons de commandes pourront être passés s'il apparaît nécessaire de réaliser des observations en déchèteries. Il est demandé au candidat de chiffrer de manière unitaire une observation terrain, dans la limite de 15 bons de commandes supplémentaires (15 observations en déchèterie maximum). Ces observations seront à dimensionner avec l'ADEME, et ne seront commandées qu'en cas de besoin de données complémentaires précises, identifiées par le prestataire.

La commande pourra être déclenchée au plus tard dans un délai d'1 mois à compter de la notification du marché entre l'ADEME et le prestataire et aura une durée maximale d'1 mois. Le non-déclenchement éventuel de la prestation unitaire n'entraînera aucune indemnité de débit.

Les observations de terrain viseront à objectiver les règles d'allocation des coûts par filière REP. Par exemple afin de préciser les coûts compris dans les charges de collecte, et comptabiliser le temps passé par les agents de déchèterie pour chaque REP.

Pour cela, ces observations intégreront à la fois :

- L'observation des actions réalisées sur un temps d'intervention en routine d'une équipe de déchèterie ;
- Des échanges avec les agents de déchèteries : compréhension de l'organisation de leur travail au quotidien, des difficultés rencontrées et de l'impact des différentes typologies de déchets et prescriptions des éco-organismes sur leur organisation ;
- Des échanges avec les responsables du service en charge des prestations observées.

Le prestataire soumettra à l'ADEME une liste des collectivités identifiées pour validation. L'ADEME pourra fournir une première base de contacts. Une même collectivité pourra être proposée pour plusieurs déchèteries afin d'optimiser les déplacements. Le panel de collectivités sélectionnées pour une même prestation devra couvrir différents contextes territoriaux, notamment :

- Typologies d'habitat ;
- Accueil des professionnels ;
- Configuration de déchèteries.

Le prestataire se chargera de la prise de contact avec les collectivités et de la planification des observations de terrain. Il proposera une grille d'observation et un déroulé précis de l'organisation des observations, qui seront soumis à validation de l'ADEME avant la réalisation des observations.

Le candidat précisera dans son offre les modalités de support ou d'outil, de sollicitation des acteurs et d'exploitation envisagées pour cette prestation.

## 2.5. Livrables

### 2.5.1. Livrables – prestation forfaitaire

La prestation conduira à la production des éléments suivants :

- Les comptes-rendus des éventuels entretiens réalisés ;
- Un rapport final comprenant : l'analyse des résultats de la phase 1 utilisés pour la définition des coûts, la méthodologie employée pour la préparation et l'animation des GT, la collecte et l'analyse de données complémentaires, les analyses et enseignements tirés des GT, les conclusions des observations de terrain le cas échéant, et les résultats quantifiés du calcul des coûts de gestion par filière REP. Ce rapport intégrera également les limites de l'étude et les pistes de réflexion pour des prochains travaux.
- Une présentation détaillée des travaux menés et des résultats, au format Powerpoint pour les COPIL et COSUI de décembre ;
- Une synthèse (maximum 5 pages) ;
- Une documentation décrivant l'ensemble des données utilisées pour la réalisation des différentes phases de l'étude (cartographie des données sources, définition, périmètre, sources).
- Fichiers (.csv, word) avec les données sources (données quantitatives, restitution des observations terrains le cas échéant, entretiens), ayant permis de réaliser les analyses et de produire le rapport final

Les projets de livrables devront être fournis à l'ADEME dans un délai de 4 mois à compter de la notification du marché.

Les livrables aux formats Word et Powerpoint réalisés dans le cadre de l'étude devront impérativement être rédigés suivant la charte ADEME qui sera remise au titulaire à la notification du marché.

Le candidat intégrera dans son offre une description des livrables et de leurs contenus. Le prestataire veillera à livrer des notes enrichies en schémas, graphiques, photographies, présentation d'exemples afin d'illustrer ses travaux et ses analyses.

### 2.5.2. Livrable – prestation unitaire – observation terrain :

Les projets de grilles d'observation complétées devront être transmises à l'ADEME dans un délai de 2 mois à compter de la notification du déclenchement de(s) prestation(s) unitaire(s).

La synthèse des enseignements tirés des observations de terrain réalisées sera incluse au rapport final de l'étude, avec une analyse critique sur la qualité des données récoltées.

## 3. Organisation et pilotage de la prestation

### 3.1. Encadrement et suivi de la prestation

Ce marché est piloté par l'ADEME. Des points hebdomadaires seront programmés avec les personnes de l'ADEME chargées du suivi de l'étude. Le titulaire tiendra l'ADEME régulièrement informée de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées.

Le prestataire participera au comité de pilotage (COPIL) rassemblant l'ADEME et la DGPR en décembre.

Le prestataire participera au comité de suivi (COSUI) rassemblera les parties prenantes associées au suivi des travaux de l'ADEME en décembre.

En complément, comme précisé au §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, le titulaire prévoira sa participation à au moins cinq réunions de GT (animé par le prestataire), tels que définis précédemment.

Le prestataire préparera les documents de présentation pour l'ensemble de ces réunions et rédigera les comptes-rendus.

Ces réunions se dérouleront essentiellement par visioconférence, l'ADEME pourra toutefois solliciter la tenue en présentiel de certains échanges (Angers ou Paris).

### 3.2. Calendrier de réalisation des prestations

Dans son offre le candidat veillera à démontrer sa capacité à mener à bien les travaux dans les délais impartis.

La réalisation de l'intégralité de la prestation sera d'une durée maximale de 5 mois, à compter de la notification du marché entre l'ADEME et le prestataire.

Le support détaillé de présentation des travaux menés et des résultats sera à remettre dans un délai de 2 mois.

Le projet de rapport final et la synthèse seront à remettre dans un délai de 4 mois.

L'ADEME disposera d'un délai de 2 semaines à compter de la date de réception du projet de fiches méthodologiques pour transmettre au titulaire les commentaires et les demandes de modifications ou de précisions. Suite à la réception de ces commentaires, le titulaire disposera d'un délai de 2 semaines pour apporter les modifications demandées aux fiches et les remettre revus à l'ADEME. A cette échéance, l'ADEME disposera d'un délai de 2 semaines pour valider les livrables finaux.

		Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév
<b>Prestation forfaitaire</b>	Appropriation des résultats de la phase 1 et analyse des données disponibles						
	Préparation et animation des GT						
	Collecte des données et analyse des données complémentaires						
	Remise du support détaillé présentant les résultats (fin novembre)						
	COFIL et COSUI						
	Remise des livrables finaux						
<b>Prestation unitaire (optionnelle)</b>	Réalisation des observations terrains						